

Conférence



BIBLIOGRAPHIE

Les intervenants de la conférence organisée le 13 décembre 2011 à Dijon sur le thème *Action collective et développement durable : comment favoriser l'implication citoyenne et la coopération entre acteurs pour la réalisation d'objectifs partagés*, et le service documentation d'Alterre Bourgogne vous proposent ci-après une sélection de ressources.

LES OUVRAGES

■ **Jean-Eudes Beuret, Anne Cadoret. Gérer ensemble les territoires. Vers une démocratie coopérative**
Charles Léopold Mayer ; Fondation de France Juin 2010, 228 p.

Nombreuses, novatrices et souvent pertinentes, ces initiatives méritent d'être mieux reconnues afin de créer plus de synergies entre la gestion territoriale de l'environnement et les pouvoirs publics. Dialogues entre agriculteurs et ostréiculteurs au sujet de la qualité de l'eau, débats autour de la gestion d'un espace naturel ou de l'aménagement d'un quartier : les auteurs s'appuient sur trois cents projets menés en France pour dresser un portrait aux mille visages de la concertation territoriale. Ils montrent comment ces initiatives multiformes instaurent une véritable culture de la concertation indispensable à la dynamique des territoires et introduisent une nouvelle façon de vivre la participation démocratique. Mettant en perspective ces différents projets, ils établissent ensuite un ensemble de propositions pour que démocratie participative et démocratie représentative se complètent plus harmonieusement.

■ **Patrick Viveret. Pourquoi ça ne va pas plus mal.** Editions Fayard, 2005, 270 p

De multiples signaux alertent l'humanité sur les dangers qui la menacent, et tout se passe comme si, à l'échelle planétaire, l'espèce humaine ne se sentait pas concernée, comme si les voix de plus en plus nombreuses et inquiètes de groupes de citoyens n'étaient que le fruit de l'imagination de contestataires ignorants et irresponsables. Et pourtant, contrairement à ce que pourrait laisser croire un certain fatalisme ambiant, l'essentiel des problèmes auxquels l'humanité est confrontée peut trouver des solutions. A condition de comprendre que la plupart des difficultés ne se situent pas dans l'ordre de l'avoir, celui des ressources physiques, monétaires, techniques, mais dans l'ordre de l'être, de la façon de concevoir sa place dans l'univers, de donner un sens à sa vie, de s'en sentir responsable et de se montrer solidaire de la vie des autres. Le message de Patrick Viveret, c'est que l'humanité peut se sauver par la lucidité, la prise de conscience des manipulations dont elle fait l'objet, ou se perdre si elle continue à se laisser égarer par des discours qui n'ont plus de sens. Il montre comment, pour poursuivre leur aventure, utiliser pleinement les potentialités qu'ouvrent les révolutions de l'intelligence et du vivant en réduisant leurs risques, hommes et femmes doivent inventer une autre vision du politique, pleinement écologique, citoyenne et planétaire, qui placerait le désir d'humanité au cœur de sa perspective.

■ **Séverine Millet. La stratégie du colibri.** Editions Minerva, 2008, 284 p.

Cet ouvrage est un guide pratique pour aider à passer à l'action au niveau local et collectif : création d'une cantine bio à l'école des enfants, d'une AMAP, d'un pédibus, d'un service de covoiturage, etc., Le livre aborde aussi la question de la dynamique de l'action, de ses moteurs et de ses freins.

■ **François Flahault. Où est passé le bien commun ?** Editions Mille et une nuits, février 2011

Aujourd'hui, l'intérêt individuel et privé règne dans les sociétés qui ne se définissent que comme la libre association d'individus dotés de droits. L'idée de bien commun a été évacuée. Pourtant, elle traduit un souci réel. Comment penser le bien commun dans un contexte où le politique est dominé par les puissances économiques et financières ? L'auteur retrace l'histoire de cette idée et expose comment, récemment, en réduisant la politique à une habile gestion des affaires publiques, elle a été écartée, et comment les droits de l'homme ont fini par l'évincer.... François Flahault redéfinit le bien commun sans faire appel à une quelconque transcendance et éclaire ainsi tous les enjeux actuels de l'existence sociale, autrement recouverts par l'économisme. En quoi coïncide-t-il avec le bien premier de chacun ? Comment s'articulent les liens et les biens ? Quelles sont les relations entre le bien commun (au singulier), les biens communs (au pluriel) et les biens privés ? Quels rapports entre économie marchande et biens communs ? Un État démocratique doit-il assigner une responsabilité aux pouvoirs économiques et financiers au regard du bien commun ? Faut-il, au nom de la liberté individuelle, laisser sans réponse la question de ce qu'est la « vie bonne » ?

■ **Philippe Corcuff. Les nouvelles sociologies, entre le collectif et l'individuel.** 2^e édition refondue. Armand Colin, 2007, 127 p.

Où en sont les débats sociologiques dans la France des années 1980-2010 ? Partant de l'opposition centrale pour la sociologie entre le collectif et l'individuel, cet ouvrage propose un tableau des façons renouvelées d'envisager le problème au moyen des notions de relations sociales et de construction sociale. Il répond à quelques questions majeures : comment passer des structures sociales aux interactions de face-à-face et vice-versa ? Comment analyser la formation des groupes et des catégories ? Comment rendre compte des individus singuliers et pluriels de nos sociétés individualistes ?

Fabienne Benetti. « Philippe Corcuff. Les nouvelles sociologies, entre le collectif et l'individuel, 2^e édition refondue », L'orientation scolaire et professionnelle, [En ligne], 40/2 | 2011, mis en ligne le 21 juillet 2011, Consulté le 06 décembre 2011. URL : <http://osp.revues.org/index3584.html>

Analyse bibliographique de l'ouvrage de Philippe Corcuff (cité précédemment).

■ **Corinne Gendron et Jean-Guy Vaillancourt (dir.). Développement durable et participation publique. De la contestation écologiste aux défis de la gouvernance.** Les Presses de l'Université de Montréal, 2003, 408 p.

Cet ouvrage est une contribution d'articles, dressant un état des savoirs sur le processus de rétroaction de l'environnement, de ses enjeux et des pensées qu'il a nourrie, sur le fonctionnement des sociétés occidentales. Les articles se réclament des sciences sociales, et plus particulièrement de la sociologie, pour mettre en lumière comment l'internationalisation et la généralisation des préoccupations environnementales modifient les institutions, les normes, les représentations des sociétés. Cet ouvrage propose ainsi une analyse de la refondation des processus de production, de consommation, des processus politiques et sociaux, ainsi que des modes d'action, imposée par le contexte écologique.

En particulier, les articles suivants :

Le décalage entre attitudes et comportements en matière de protection de l'environnement, de Laura Draetta

La place des usagers dans les politiques de réduction des gaz à effet de serre. Le cas de la pollution automobile, de Nicolas Golovtchenko et Marie-Christine Zelem, avec la participation de Sébastien Noguès et Emmanuel Pidoux

■ **Annie Battle, Laurence Baranski. Comment jouer collectif ?** Éditions d'Organisation, 2005

Ce livre est une illustration de la possibilité de produire de l'intelligence collective dans l'entreprise. Il est né du travail d'un groupe constitué d'acteurs ou d'observateurs de l'entreprise ayant eux-mêmes joué collectif pour faire de ce projet une démarche apprenante.

■ **Thomas Fromentin et Stéphanie Wojcik (dir.). Le profane en politique : Compétences et engagements du citoyen.** L'Harmattan, 2008

Cet ouvrage collectif s'interroge sur les transformations contemporaines de la démocratie, liées notamment à la multiplication de dispositifs participatifs, témoignant d'une certaine reconnaissance des compétences que peuvent mobiliser les citoyens lorsqu'ils s'expriment sur la conduite des affaires publiques. Assiste-t-on, alors, à la naissance d'espaces publics éclatés où s'épanouiraient de nouveaux modes de légitimation politique et qui configureraient de nouveaux modes de production de la décision publique ? Une quinzaine de chercheurs, en provenance d'horizons disciplinaires variés (science politique, sociologie, droit, histoire...), livre ici leurs analyses de ces nouveaux modes de prise de parole citoyenne et de leurs effets en termes de déplacement des frontières traditionnelles entre le savoir et l'ignorance en politique.

■ **Xavier Engels, Matthieu Hély, Aurélie Peyrin, Hélène Trouvé. De l'intérêt général à l'utilité sociale : la reconfiguration de l'action publique entre Etat, associations et participation citoyenne.** Editions L'Harmattan, 2007

Concernant des champs d'activités aussi divers que la protection de l'environnement, les biotechnologies agricoles, la lutte contre le Sida, le commerce équitable, le sport, la notion d'utilité sociale est multiple. Cette notion multidimensionnelle sert de prisme pour saisir les nouvelles caractéristiques de l'action publique.

■ **Raphaël Romi. Les pratiques de concertation en matière d'environnement.** In CURAPP, La démocratie locale. Représentation, participation et espace public. PUF, 1999, pp. 149-160

Texte accessible en ligne http://www.u-picardie.fr/labo/curapp/revues/root/43/raphael_romi.pdf 4a0a91431c77b/raphael_romi.pdf

■ **Marie-Hélène, Henri Bacqué, Yves Sintomer (dir.). Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative.** La Découverte, 2005, 314 p.

Les discours sur la « démocratie de proximité » ou la « démocratie participative » ont le vent en poupe. Dans un contexte de remise en question du rôle de l'État, la participation des habitants constituerait un facteur favorisant à la fois une nouvelle légitimité politique et une modernisation de la gestion publique locale. C'est ainsi que se développent depuis plusieurs années des dispositifs qui entendent améliorer la gestion de proximité en s'appuyant sur la participation citoyenne. Ces expériences appellent des réflexions plus théoriques sur la démocratie et les politiques publiques. Dans quelle mesure une activité citoyenne peut-elle se conjuguer avec une réforme de la gestion urbaine ? Quelles sont les conditions d'une véritable démocratie participative ? Comment l'institutionnalisation de la participation s'articule-t-elle aux tendances plus globales d'évolution des sociétés contemporaines ? Cet ouvrage collectif s'efforce de répondre à ces questions en donnant une vision d'ensemble des dispositifs adoptés et des politiques menées, dans une perspective comparative internationale. Les différentes contributions analysent les modalités des transformations de l'action publique locale et, par là, des institutions et pratiques de la démocratie.

■ **Antoine Bevort. Pour une démocratie participative.** Presses de Science Po, 2002, 130 p.

Les citoyens créent de nouvelles formes d'intervention du local au global, se préoccupent de l'intérêt général, inventent de l'horizontal dans un système vertical. La démocratie participative constitue peut-être une des voies pour reconstruire le lien social, le terreau dont la république a besoin pour se réaliser pleinement, le moyen de régénérer une démocratie qui doute. C'est le plaidoyer de ce livre.

■ **Association 4D. Repères pour l'Agenda 21 local, Approche territoriale du développement durable.** Éditions 4D, Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, DATAR, Caisse des dépôts et consignations, septembre 2001.

Face au vif intérêt que manifestent ces collectivités et leurs partenaires (associations, entreprises, syndicats, milieux professionnels) à l'égard du développement durable mais aussi aux interrogations qu'il suscite, il nous est apparu nécessaire de rassembler les réflexions et les savoir-faire existants sur le thème de l'Agenda 21 local, de les capitaliser et de les faire connaître. Cet ouvrage s'adresse en particulier aux équipes municipales, élues ou réélues en mars 2001, demandeuses de références en la matière. Ces repères sont le produit de débats et d'échanges menés avec de multiples acteurs : collectivités territoriales, associations, entreprises, universitaires, chercheurs, services de l'Etat... Après un rappel sur la définition et les principes du développement durable, ils donnent des aperçus aussi nombreux que possible sur les expériences et les pratiques de terrain ou encore sur les outils méthodologiques, législatifs ou réglementaires existants

Document accessible en ligne http://www.association4d.org/IMG/pdf/agenda_21_local.pdf

■ ■ **Bertrand Zuindeau. Développement durable et territoire. Septentrion, 2010, 517 p.**

Cet ouvrage collectif traite des enjeux des déclinaisons territoriales du développement durable, en privilégiant plusieurs entrées successives : concepts et méthode, problématiques générales, type de territoire, aspects sectoriels, démarches d'acteurs.

LES ETUDES ET NOTES DE SYNTHÈSE

■ ■ **Centre d'analyse stratégique. Colloque Incitations comportementales et environnement. Synthèse des débats. Mercredi 9 mars 2011**

Les pouvoirs publics peuvent impulser de différentes manières l'évolution des habitudes de vie, et notamment des modes de consommation, dont l'impact environnemental commence à être mieux mesuré. Les taxes, les dispositifs bonus/malus, les normes, les campagnes d'information et d'éducation sont les outils traditionnels qui ont jusqu'ici été mobilisés. Mais d'autres instruments émergent : ce sont les « nudges » selon le terme popularisé par deux auteurs américains. Ces incitations tablent sur les comportements et les réflexes, conscients ou non, des citoyens, pour systématiser et populariser des pratiques vertueuses. Alors que ces politiques innovantes prennent de l'importance, la question se pose de savoir comment et jusqu'où l'État peut mobiliser ces différents types d'instruments dans un policy mix le plus efficace possible. Le Centre d'analyse stratégique a souhaité apporter sa contribution à cette réflexion en invitant des experts à débattre des atouts et des limites des différentes mesures destinées à encourager les comportements écologiques.

Pour télécharger ce document sur le site du CAS

<http://www.strategie.gouv.fr/content/colloque-incitations-comportementales-et-environnement-1>

■ ■ **Olivier Oullier, Sarah Sauneron. « Nudges verts » : de nouvelles incitations pour des comportements écologiques. Centre d'analyse stratégique. La note d'analyse, n° 261, mars 2011**

Ce document traite des nudges, stratégie issue des sciences comportementales qui a pour but de conduire l'individu à faire des choix qui aillent dans le sens de l'intérêt général, sans être pour autant prescriptive ou culpabilisante. Appliqué à l'écologie, ce nouveau type d'incitation, que l'on qualifie dans ce contexte de « nudges verts », joue sur plusieurs leviers comportementaux comme le poids de la comparaison à autrui ou l'inertie au changement, afin d'inviter les citoyens à adopter des modes de vie plus respectueux de l'environnement. Ce document présente tout d'abord l'intérêt des stratégies comportementales pour l'adoption de comportements écologiques. Puis il présente des expérimentations à l'étranger de certains nudges verts à des fins écologiques comme les économies d'énergie ou la lutte contre la pollution. La troisième partie montre les limites de ces stratégies. La dernière partie présente les perspectives de l'utilisation des sciences comportementales en matière environnementales.

Pour télécharger ce document sur le site du CAS

<http://www.strategie.gouv.fr/content/note-d%E2%80%99analyse-216-nudges-verts-de-nouvelles-incitations-pour-des-comportements-ecologiques->

■ ■ **Nature Humaine. L'écologie, l'individuel et le collectif.** La lettre Nature Humaine, n°5, juin 2009

Pour aider à dépasser le sentiment d'impuissance et à se réapproprier notre pouvoir d'action, Nature Humaine a exploré deux « ingrédients » nécessaires à la résolution des problèmes environnementaux : prendre conscience du pouvoir réel de l'action individuelle sur le collectif, et prendre en compte notre individualisme culturel afin de nous réapproprier notre responsabilité. La première partie du document traite de la dynamique de l'action face à un enjeu collectif. Un article témoigne ensuite de la vie en collectivité structurante mais libre des indiens Shuar Jivaro. Un second article propose de montrer combien les décisions sont fonction de notre émotionnel et combien les émotions sont en réalité une vraie question politique, à prendre en compte pour une société plus écologique et plus humaine.

Pour télécharger le document http://www.nature-humaine.fr/files/docs/nh/NH_LETTRE_N5_MD.pdf

■ ■ **Nature Humaine. Un projet écologique collectif est-il possible ?** La lettre Nature Humaine, n°6, novembre 2009

Ce document explore comment faire converger les intérêts individuels afin de contribuer à un projet commun ou plutôt à un objectif collectif viable, qui intègre à la fois l'incontrôlable mouvement de la vie et les individualités de chacun, pour que ce projet devienne un vrai fil conducteur mobilisateur : Trouver un sens commun, définir un objectif, réécrire un grand récit collectif au sein duquel chacun pourra inscrire l'histoire de sa propre vie.

Pour télécharger le document http://www.nature-humaine.fr/files/docs/nh/NH_LETTRE_BD_N6_0.pdf

■ ■ **Nature Humaine. Enquête « enjeux écologiques et facteurs humains en Rhône-Alpes » : Prise en compte par les acteurs de l'environnement des causes sociologiques, psychologiques et culturelles de la crise écologique, et des freins et moteurs au changement des comportements.** La lettre Nature humaine, décembre 2010

Soutenue par la Région Rhône-Alpes, Nature Humaine a souhaité appréhender la manière dont des acteurs de terrain (associations et parcs naturels régionaux) se saisissent dans leurs pratiques professionnelles de cette question du changement et quels sont leurs besoins éventuels dans ce domaine notamment en matière de coopération avec des chercheurs. Dans ce but, elle a réalisé cette enquête qualitative auprès de structures qui œuvrent dans le domaine de la sensibilisation et de la protection de l'environnement ainsi qu'auprès de chercheurs en sciences humaines s'intéressant aux questions du changement en matière écologique. Cette étude propose un état des lieux et donne avant tout des éléments de connaissance et de réflexion sur le processus de changement et ses modalités possibles d'accompagnement. Elle ouvre des perspectives de partenariat entre le monde associatif et le monde de la recherche. Elle questionne également sur les moteurs à l'action propres aux salariés des structures enquêtées.

Pour télécharger le document [http://www.nature-humaine.fr/files/docs/nh/Rapport d enquête en Rhône-Alpes BD.pdf](http://www.nature-humaine.fr/files/docs/nh/Rapport_d_enquete_en_Rhone-Alpes_BD.pdf)

■ ■ **Association Décider ensemble. Analyse des pratiques de la concertation en France. Résultats de l'étude. mai 2011**

L'association Décider ensemble a publié une étude sur les pratiques françaises de la concertation sur projet, entreprise en 2009 grâce au soutien de l'ADEME et avec la participation de l'Université de Technologie de Compiègne. Menée auprès de maîtres d'ouvrages privés et publics, d'entreprises et de collectivités locales, l'étude fait émerger des pratiques, des méthodes et des outils de concertation portant sur des projets d'aménagement, des projets industriels ou des projets de politique publique. Elle s'adresse aux praticiens de la concertation en charge de porter des projets dans les territoires ainsi qu'aux décideurs nationaux en charge de construire une gouvernance prenant acte des récentes évolutions en matière de participation des parties prenantes et du public.

Pour télécharger le document <http://www.deciderensemble.com/travaux/experiences/pratiques-de-la-concertation>

■ ■ **Yannick Bruxelles, Pierre Feltz, Véronique Lapostolle. Associations et entreprises : Regards croisés sur le partenariat**

Réseau Ecole et nature, 2009

Entreprises et associations peuvent-elles travailler ensemble ? Dans un monde devenu plus vaste et plus complexe, la concertation, le faire ensemble sont des clés pour l'action. Mais agir en partenariat ne va pas de soi... d'autant plus quand il s'agit de décroiser deux mondes jusqu'ici bien séparés. Un constat qui a conduit les auteurs de cet ouvrage à mener l'enquête pour mettre en lumière les fondements du partenariat et proposer des repères essentiels pour mener un projet en coresponsabilité. L'ouvrage est organisé en trois parties : la première s'attache à « l'entrée en partenariat » phase de prise de contact, d'identification des motivations et de formalisation initiale, la seconde porte sur les éléments concrets du « vivre le partenariat » et la troisième aborde la question essentielle de « l'éthique des partenariats associations entreprises ».

■ ■ **Loos-en-Gohelle, ville pilote du Développement Durable. Janvier 2011**

Depuis une quinzaine d'années, Loos-en-Gohelle s'est engagée dans la construction d'un territoire qui tente de répondre aux exigences du développement durable. En effet, conscients des urgences croissantes auxquelles est confrontée notre société, dans les domaines écologique, économique et social, ou sur le champ de la démocratie et de la citoyenneté, les élus souhaitent réorienter le modèle de développement actuel. Leur ambition : tirer les leçons du passé et prendre le meilleur du présent pour construire un monde durable et désirable pour tous. Pour y parvenir, le développement durable pose de manière fondamentale la question des besoins : De quoi a-t-on réellement besoin ? Ce qui est fait sert-il vraiment à quelque chose ? Ne crée-t-il pas d'autres problèmes ? Pour s'assurer de la pertinence des actions menées, un dispositif ambitieux de participation habitante associant au maximum l'ensemble des acteurs à la définition et à la conduite des projets a donc été mis en place. Il a permis à une politique intégrant de manière transversale l'économie, le social et l'environnement basée sur les besoins de la population de voir le jour.

Pour télécharger le document

<http://www.loos-en-gohelle.fr/wp-content/uploads/2011/03/Loos-Ville-Pilote-Janvier-2011.pdf>

■ ■ **Développement des territoires et formation.**

Education permanente. N°184 et 185, 2010

Ces deux numéros d'Education, élaborés en partenariat avec l'Institut international Joseph Jacotot, ont servi de support au colloque national des 6 et 7 décembre 2010 à Dijon. En liant territoires, développement et formation, Education permanente invite les formateurs à se réappropriier la définition qu'ils donnaient d'eux-mêmes au cours des années 1960 : des agents de changement, des agents de développement, de transformation des personnes, des situations de travail et de vie, et de la société toute entière. Plus modestement aujourd'hui, « penser territoire », c'est se contraindre à relier ce qui est dissocié : l'économie et le social, l'individuel et le collectif, le court et le moyen terme, la formation des jeunes et celles des adultes, la mobilisation des ressources du milieu et celles des personnes, en emploi ou en demande d'emploi.

Pour trouver les présentations de ce colloque <http://www.institut-jacotot.eu>

■ ■ **Muriel Maillefert. Action collective territoriale et modèles de développements régionaux : le cas de trois sites de la région Nord-Pas-de-Calais.**

Vertigo, la revue électronique en sciences de l'environnement, volume 9 numéro 2, septembre 2009. [En ligne], mis en ligne le 29 septembre 2009. URL : <http://vertigo.revues.org/8689>. Consulté le 6 décembre 2011

Un travail mené dans le cadre d'une recherche pour le Ministère de l'écologie et du développement durable a permis, à travers l'étude de trois sites de l'ancien bassin minier de la région Nord Pas de Calais, de mettre en lumière les liens entre modèles de développement régional et perception de la question environnementale. Cette contribution se propose de réfléchir plus précisément aux caractéristiques des modèles de développement portés par les différents acteurs, en montrant certains éléments constitutifs des univers d'action collective.

■ **Muriel Maillefert et Nicola Screnci. Politique publique et action collective territoriale. Une analyse de la politique environnement-emploi de la Région Nord-Pas de Calais**

Développement durable et territoires [En ligne], Varia, mis en ligne le 30 janvier 2009, consulté le 06 décembre 2011. URL : <http://developpementdurable.revues.org/7963>

Cette contribution examine un dispositif de politique publique particulier mis en place par la Région Nord-Pas de Calais entre 1993 et 2002. Ce dispositif, appelé politique emploi-environnement, croise la dimension territorialisée des politiques publiques et la dimension d'action collective locale. L'examen des logiques d'action collective portées par les différents acteurs montre que la principale difficulté de mise en œuvre a reposé non pas sur les objectifs mêmes du programme, cohérents avec ceux de la Région, mais plutôt sur les registres d'action collective développés par les divers acteurs impliqués dans le dispositif, chaque acteur développant sa propre interprétation des objectifs, rendant le projet par là-même paradoxal dans sa mise en œuvre. En même temps, ce dispositif a participé à la construction de la politique de développement territorial de la Région, contribuant par là même à un processus de « révélation » du territoire.

■ **Sabine Rabourdin, La société face aux changements climatiques : une indifférence durable ?**

Thèse. DEA Environnement Milieux, Techniques, Sociétés, option Systèmes naturels et systèmes sociaux : développement durable et gestion conservatoire, Année universitaire 2001 – 2002

Ce mémoire a pour objectif d'analyser la quasi-absence de prise en compte du changement climatique au sein de la société française. Initialement basée sur une analyse individuelle (approche anthropologique), cette recherche tente cependant d'intégrer d'autres aspects essentiels à la compréhension globale des enjeux du phénomène climatique (raisonnements sociologique, économique, écologique, ...). La méthode utilisée pour atteindre l'objectif initial repose sur des analyses d'entretiens semi-directifs, sur une riche expérience issue d'une observation participative conséquente et sur quelques données statistiques remarquables. L'analyse des résultats se porte préférentiellement sur les contradictions dans les comportements d'acteurs et les choix individuels, contradictions qui permettent d'éclairer l'inaction de la société face au changement climatique.

Document accessible en téléchargement

<http://www.rac-f.org/DocuFixes/La%20societe%20face%20aux%20CC.pdf>

■ **PNUE-SETAC, Initiative pour le cycle de vie. Lignes directrices pour l'analyse sociale du cycle de vie des produits.** septembre 2009, 103 p.

Ces lignes directrices présentent l'analyse sociale et socio-économique du cycle de vie d'évaluation (ASCV), une technique performante pour évaluer et rendre compte des impacts et des bénéfices identifiés sur le cycle de vie du produit depuis l'extraction des ressources naturelles à l'élimination finale des déchets. Il fournit un cadre technique adéquat à partir duquel un groupe plus large de parties prenantes peut dialoguer pour promouvoir un comportement socialement responsable en évaluant le cycle de vie des biens et services.

Pour télécharger le document <http://www.unep.fr/shared/publications/pdf/DTIx1211xPA-Guidelines%20for%20sLCA%20of%20Products%20FR.pdf>

■ **La Charte de la concertation, dite Charte MATE, du 10 juillet 1996.** Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement. Un des textes fondateurs de la Commission nationale du débat public

Texte accessible sur le site de la commission nationale du débat public :

http://www.debatpublic.fr/docs/pdf/Charte_concertation_MATE.pdf

LES ACTES DE COLLOQUES

■ **Comment habiter ensemble la terre au-delà de nos frontières... Vers une éthique et des pratiques pédagogiques partagées. Actes de la journée de réflexion.** Réseau Ecole et nature, Graine Lorraine, septembre 2010

Au vu du défi écologique et humain que représente un « bien vivre » pour tous, sur le territoire partagé de la planète, la mobilisation de la société civile pour « construire et faire vivre l'espace public local et mondial » est indispensable. Pourtant, cela ne va pas de soi ! En ce sens, la question éducative est essentielle pour apprendre à interroger son rapport au monde, son rapport à l'autre, ses repères, « le juste et l'injuste »... et pouvoir témoigner, raconter, débattre, revendiquer, imaginer autre chose.

■ **La décentralisation, regards croisés sur la démocratie locale, les pouvoirs respectifs des élus, des structures, du citoyen.** Actes du colloque de Dijon, 29 avril 2008. Cercle Condorcet de Dijon, 2009

Dans le cadre de ses réflexions sur la démocratie locale, la solidarité, les inégalités territoriales, les pouvoirs et contre-pouvoirs, les rapports entre l'état et les citoyens..., le Cercle Condorcet a jugé utile, au moment où les conseils municipaux, les conseils communautaires et les conseils généraux viennent d'être renouvelés, de prendre l'initiative d'une rencontre entre tous les acteurs concernés par cette question : élus, corps intermédiaires, citoyens. Du Président du Conseil Régional au Maire d'une petite commune rurale, de l'Universitaire ancien Président du Conseil Economique et Social au simple citoyen intéressé par ces questions, vous retrouverez ainsi de multiples expressions, autant de regards croisés sur ces récents pouvoirs locaux, les balbutiements de cette nouvelle démocratie locale où le citoyen a du mal à trouver sa place, où les équilibres entre droits et devoirs semblent remis en cause par un individualisme croissant, où l'influence des personnalités et des groupes de pression ont tendance à primer sur l'intérêt général...

■ **Durables et désirables. Assises nationales du développement durable de Lille, 2003**

Actes des assises http://www.cerdd.org/IMG/pdf/Broch_actes.pdf

Compte-rendu de l'atelier J14 : **De l'individuel au collectif, comment mieux travailler ensemble ?**

<http://www.cerdd.org/spip.php?article102>

■ **Colloque « Vivre ensemble, entre confiance et défiance ».** Organisé par le Conseil économique social et environnemental les 1^{er} et 2 décembre 2011

Site internet du colloque <http://www.levivreensemble.fr/>

LES ARTICLES ET DOSSIERS

Antonin Léonard. « La nouvelle économie du partage ». Publié le 12 mai 2011

<http://consocollaborative.com/983-economie-du-partage-consommation-collaborative.html>

Patrick Viveret. **Réflexions sur la notion de « développement ».** Décembre 2004

Article accessible depuis le site de Ritimo (réseau d'information spécialisé sur la solidarité internationale et le développement durable)

http://www.ritimo.org/dossiers_thematiques/developpement_durable/dd_pdf3.pdf

Michel Mousel. **Le pilotage du développement durable.** Mouvements n° 41, septembre-octobre 2005

Redonner un sens au développement-durable implique tout à la fois de repenser le développement et la manière de le piloter ou de le gouverner au plan mondial. Pour Michel Mousel, qui a dirigé la mission française pour la Conférence de l'ONU à Johannesburg, le problème de l'architecture institutionnelle que l'on met en place pour diriger ces politiques est essentiel.

Article accessible en ligne <http://www.cairn.info/revue-mouvements-2005-4-page-43.htm>

■ **« Vivre ensemble ».** **Cahier du Monde, 1^{er} décembre 2011.**

Comprend les articles suivants : Réapprendre à coexister. Une société ouverte doit rester en mouvement. En France, les relations avec l'autre se dégradent. L'humanité menacée par l'indifférence. Jean-Paul Delevoye « apaiser les marchés, c'est bien, mais apaiser la jeunesse, c'est mieux ».

Dossier réalisé à l'occasion d'un colloque international et pluridisciplinaire « Vivre ensemble, entre confiance et défiance », organisé par le Conseil économique social et environnemental les 1^{er} et 2 décembre 2011

Site internet du colloque <http://www.levivreensemble.fr/>

William Rees : « il faut réussir à stimuler la révolte des citoyens ». Interview retranscrite par **Emmanuel Prinnet.** La revue durable, n°40, novembre 2010 - février 2011

William Rees a conçu l'empreinte écologique pendant les années 80 et co-élaboré sa méthode de calcul. Aujourd'hui, il s'intéresse aux blocages qui empêchent les sociétés industrielles d'en tirer toutes les conséquences pratiques et politiques.

Dispositif Eco-Parlement des jeunes®

Lancé en 2003 à l'initiative d'Eco-Emballages en partenariat avec le Réseau École et Nature, Eco-Parlement des jeunes® (EPJ) est un dispositif d'éducation à l'environnement et de pratique de la démocratie participative. L'EPJ® met en réseau des classes ou des groupes de jeunes accompagnés par des éducateurs à l'environnement et permet aux différents acteurs concernés par l'éducation à l'environnement et le développement durable de se rencontrer sur un même territoire.

Plaquette de présentation <http://reseauecoleetnature.org/system/files/presentation-EPI-2010.pdf>

E. Sabourin, M. Antona, N. Buyse. « L'action collective en sciences sociales ». Note sur les définitions du concept selon le positionnement disciplinaire. novembre 2003

Note téléchargeable à l'adresse suivante :

http://afm.cirad.fr/documents/3_Organisations/ActionCollective/FR/AC_sciences_sociales.pdf

Arnaud Gonzague. « L'enjeu, c'est les autres ». Terra éco, avril 2011, p. 80

Laure Belot. « Le partage, un nouveau mode de consommation ». Le Monde, 18 Octobre 2011

« Pourquoi le cerveau n'est-il pas vert ? ». Article du journaliste Jon Gertner, publié le 16 avril 2009 dans le New York Times, traduit par le réseau des Humains Associés.

Cet article propose une exploration dans les dernières recherches scientifiques sur nos comportements face à la crise écologique, et notre difficulté à passer à l'action.

Article accessible en ligne <http://www.humains-associes.org/blog/2009/05/17/pourquoi-le-cerveau-nest-il-pas-vert>

Anne Versailles. « Les écogestes... une stratégie d'évitement des questions fondamentales ? »

Texte rédigé suite à son intervention lors des Rencontres romandes en EDD du 12 septembre 2009 à Fribourg.

Texte accessible depuis le site de l'association Nature Humaine

http://www.nature-humaine.fr/files/docs/nh/Les_cogestes_une_strat_gie_d_vitement.pdf

Défi sans écran : « Télévision, films et jeux vidéo : la réalité, les dommages, les remèdes. Vents croisés, n°15, été-automne 2008

Ce numéro du magazine québécois Vents croisés est consacré au « MÉDIAS et VIOLENCE » pour passer en revue les effets secondaires méconnus du petit écran et faire connaître leur existence au plus grand nombre. Il présente dans ce cadre un projet connu sous le nom de DÉFI de la Dizaine sans télé ni jeux vidéo, au Québec et au Canada, et qui a servi de base à un projet dans une école à Strasbourg : le défi « 10 jours pour voir autrement ». Fin mai 2008, 259 enfants de l'école du Ziegelwasser à Strasbourg ont relevé un défi: essayer de passer 10 jours loin de la télé, de l'ordinateur et des consoles de jeux vidéo. Le bilan s'avère positif puisque pendant ces 10 jours, les enfants ont réussi à passer plus de 90 % de leur temps libre sans regarder un écran. Ce succès est avant tout à mettre au crédit des enfants et de leurs familles. Il convient de rappeler que des activités, animées par des parents, des associations du quartier et des enseignants ont été organisées pour intéresser les enfants.

Ce dossier est accessible en ligne à l'adresse suivante

http://www.edupax.org/images/stories/edupax/PDF/vc_no15_contenu.pdf

Dossier de revue : Attention écrans. Apprendre à « voir autrement ». Magazine Non-violence actualité, n°302, janvier-février 2009

Pour apprendre à voir autrement, réduire la consommation de télévision et comprendre les effets des jeux vidéos: des expériences, des ressources, des analyses.

Présentation et extraits sur le site : <http://www.nonviolence-actualite.org>

10 jours sans écrans : le Défi d'une école de Strasbourg, par Serge Hygen d'Eco-Conseil

Du 20 au 29 mai 2008, les 259 élèves de l'école du Ziegelwasser, dans le quartier du Neuhoef à Strasbourg, ont relevé un véritable défi : celui de ne plus regarder la télévision, de ne pas utiliser l'ordinateur et de ne pas jouer sur leur console de jeux pendant 10 jours. Cette action, dans laquelle se sont largement impliqués les parents, les enseignants de l'école et les partenaires de proximité, a été initiée et accompagnée par Eco-Conseil et la Chambre de Consommation d'Alsace.

Réduire le temps devant les écrans : le Défi québécois a 5 ans, par Jacques Brodeur, animateur de l'association québécoise Edupax

L'action de l'association Edupax vise à protéger les jeunes contre les effets nocifs de la télévision et de la publicité, à prévenir la violence, éduquer à la paix et aux média. Depuis cinq ans, des milliers d'enfants, appuyés par leurs parents et leurs enseignants, ont accepté de réduire leur consommation de télé et de jeux vidéo dans un but précis : prévenir la violence à l'école.

Conférences et formations sur le «Défi 10 jours sans écrans». Deuxième tournée européenne, du 10 mai au 16 juin 2011

Présentation : <http://www.egpe31.com/jacque-brodeur.php>

LES SITES INTERNET

Les sites des intervenants

■ **Site de l'association 4D : Dossiers et Débats pour le Développement Durable**

<http://www.association4d.org>

L'association 4D contribue à la réflexion sur le développement durable et à sa promotion par l'accompagnement de la mise en œuvre du développement durable sur les territoires et en faisant progresser le débat pour peser sur la décision publique. C'est un espace de réflexion, d'échanges, de valorisation et de diffusion des pratiques en matière de développement durable, en direction des acteurs locaux des politiques territoriales de développement durable ; des décideurs nationaux et internationaux ; des citoyens et des mouvements de la société civile.

■ **Site du Centre d'analyse stratégique** <http://www.strategie.gouv.fr>

Le Centre d'analyse stratégique est une institution d'expertise et d'aide à la décision placée auprès du Premier ministre. Il a pour mission d'éclairer le Gouvernement dans la définition et la mise en œuvre de ses orientations stratégiques en matière économique, sociale, environnementale ou technologique.

Les travaux du Centre d'analyse stratégique qui sont rendus publics prennent la forme de documents écrits (notes d'analyse, rapports et documents). Tout au long de l'année, le CAS organise de nombreux colloques, journée d'études ou séminaires. Il élabore également un rapport annuel, bilan de ses travaux consacrés aux principaux enjeux stratégiques pour les politiques publiques françaises. Le Centre d'analyse stratégique s'appuie sur quatre départements sectoriels : le département Économie – Finances, le département Développement Durable, le département Travail – Emploi, le département Questions Sociales et un service : le Centre d'études prospectives et d'informations internationales.

■ **Blog de Patrick Viveret**

<http://viveret.over-blog.com/>

■ **Site du LADYSS** <http://www.ladyss.com/-2011,129->

Le laboratoire Dynamiques sociales et recomposition des espaces (LADYSS) est une UMR pluridisciplinaire distribuée sur 4 sites.

Au cœur du projet : l'analyse du lien entre des processus sociaux et des territoires

« De la même façon que les politistes parlent de territorialisation des politiques publiques, nous pouvons dire de notre projet collectif qu'il correspond à une analyse des processus de territorialisation de l'action individuelle et collective, qu'elle soit appréhendée à l'échelle d'un système-monde (axe 1), à celle d'un quotidien fait de problèmes locaux (axe 2), ou au travers d'objets particulièrement représentatifs des mutations des sociétés contemporaines comme ceux de l'environnement (axe 3). Ces processus sont analysés sous le prisme des rapports entre le rural et l'urbain dont rend compte un Observatoire ouvert à toute la communauté scientifique. »

■ **Site de la ville de Loos-en-Gohelle** <http://www.loos-en-gohelle.fr/loos-ville-pilote/>

Page consacrée à la participation des habitants <http://www.loos-en-gohelle.fr/loos-ville-pilote/participation-des-habitants/>

Site de l'espace citoyen loosois <http://citoyentic.fr/network/citoyentic>

■ **Site de l'association TAM-TAM** <http://www.associationtamtam.fr/>

L'association TAM-TAM est née en avril 1990 pour s'opposer au plan « tout béton » de « Paris rive gauche » (13ème arrondissement), en y promouvant un aménagement convivial et écologique répondant aux attentes des habitants. Elle développe depuis un travail de réflexion et de proposition, des actions de terrain voire une action juridique, en plaidant pour un urbanisme concerté partout à Paris. Elle a été conduite à rejeter la campagne idéologique en faveur des tours à Paris, au profit d'une démarche d'aménagement pragmatique, tenant compte de la réalité des territoires et des besoins en logements, commerces, activités et équipements publics.

■ **Site du cluster d'entreprises CREER** <http://www.clustercreer.com/FR/index.htm>

Le cluster CREER (Cluster Research : Excellence in Ecodesign & Recycling) a été fondé au printemps 2007 à l'initiative de sept entreprises : Renault, Steelcase, Areva T&D, Plastic Omnium, Veolia Environnement, le Groupe SEB et le Centre Technique des Industries Mécaniques (CETIM), en partenariat avec la SERAM et le laboratoire MAPIE de l'Institut ENSAM de Chambéry.

L'objectif de ce cluster est de développer une recherche non concurrentielle dans les domaines de l'éco-conception de produits et du recyclage. Il s'agit d'améliorer l'efficacité en éco-conception de ses membres au travers de projets communs et d'une mise en commun de leurs recherches respectives sur l'environnement. Le cluster compte aujourd'hui une soixantaine de membres tant des PME que des grands groupes industriels ou encore des centres techniques.

■ **Le blog de la consommation collaborative** <http://consocollaborative.com/>

Le **pearlree** suivant propose une sélection de ressources (sites web, articles, vidéo) sur la consommation collaborative : <http://bit.ly/uywkCi>

■ **Site de ECO-Conseil** <http://www.ecoconseil.org/>

ECO-Conseil est une association de droit local basée à Strasbourg. Elle met en œuvre, depuis 1987, en partenariat avec l'INSA de Strasbourg la formation d'éco-conseiller et le Mastère spécialisé "éco-conseiller, analyse et gestion de l'environnement". ECO-Conseil conçoit, accompagne, réalise et diffuse des actions en faveur de l'environnement et du développement durable en direction de publics variés : grand public, scolaires, salariés d'entreprises...

■ **Site du dispositif Eco-parlement des jeunes** @ <http://ecoparlementdesjeunes.info/>

Un EPJ met en réseau des classes ou des groupes de jeunes avec d'autres acteurs du territoire (collectivités, associations, entreprises) pour construire collectivement une production en faveur de l'environnement et du développement durable. Ce site présente le dispositif, la démarche EPJ, les partenaires de la démarche, les projets éligibles. Il propose également un espace ressources pédagogiques et méthodologiques qui comprend des informations pour monter un projet, des fiches d'activités pédagogiques, des productions collectives faites par des jeunes.

Les sites ressources

■ **Site de l'association Décider ensemble** www.deciderensemble.com

Loi 1901, Décider ensemble a pour finalité de développer la culture de la concertation et de la décision partagée en France. Elle est constituée de nombreux représentants du monde des entreprises - privées et publiques - des collectivités locales, du secteur associatif et du monde universitaire.

■ **Site de l'association Nature Humaine** <http://www.nature-humaine.fr>

L'association Nature Humaine agit et aide à agir pour la nature et l'Homme, en explorant les facteurs humains, culturels, sociologiques, historiques, psychologiques, anthropologiques, etc. à l'origine de la crise écologique, ainsi que nos représentations du monde, afin de mieux comprendre les freins et les leviers qui permettent le changement et le passage à l'action.

■ **Site du Cerdd, Centre Ressource du Développement Durable** <http://www.cerdd.org/?rubrique180>

Le Centre Ressource du Développement Durable a été créé en 2001 sous statut associatif, avant de devenir Groupement d'Intérêt Public (GIP) en 2006. C'est le deuxième GIP Environnement en France. Cette transformation confère au Centre Ressource une stature davantage ancrée dans le service public, ainsi

qu'une crédibilité renforcée. Sa mission est de promouvoir des dynamiques territoriales durables et de sensibiliser au développement durable en région Nord Pas-de-Calais.

■ **Site Démocratie participative et débat local** <http://www.participation-locale.fr>

« Démocratie participative - expériences, méthodes et connaissances » est un outil au service des élu(es) d'une collectivité locale, ou à l'initiative d'une démarche participative, d'une concertation avec la population sur un projet local, ou à un débat public sur un projet d'aménagement. Il permet de découvrir ce que font d'autres élu(e)s, pour avoir accès à des éléments de méthode, pour approfondir leur réflexion. Des références bibliographiques et réglementaires complètent cette base de connaissances.

■ **Site de l'Ademe, page consacrée à l'écoconception**

<http://www2.ademe.fr/servlet/KBaseShow?sort=-1&cid=96&m=3&catid=24582>

■ **Site du centre de développement des éco-entreprises ou CD2E** <http://www.cd2e.com>

Le centre de développement des éco-entreprises ou CD2E est un organisme d'animation sectorielle créé dans le domaine des éco-entreprises dans le Nord-Pas-de-Calais. Il vise à répondre de manière mieux coordonnée et efficiente aux besoins de solutions techniques et entrepreneuriat pour le développement durable, en dynamisant le secteur de l'environnement en région Nord-Pas de Calais

■ **Site de l'association La Fonda** <http://www.fonda.asso.fr/Charte.html>

L'association La Fonda a pour projet d'analyser les mutations de notre société contemporaine, affectant et déterminant les initiatives citoyennes sous forme associative, mais aussi de proposer une meilleure prise en compte de cette plus value sociale. Composée de personnes physiques intéressées par ces questions, elle conduit son action en croisant les expertises dans le cadre d'un programme de travail défini par l'assemblée générale. Elle lance ou participe aussi à des travaux de recherche dont la spécificité est d'être de nature partenariale qui lie les ressources de la recherche universitaire aux pratiques des acteurs associatifs. C'est notamment dans ce cadre qu'elle peut accompagner des associations, des réseaux associatifs, des collectivités territoriales ou des entreprises pour étudier un sujet selon une méthodologie co-construite. Elle propose une sélection de ressources sur son site internet.

■ **Commission européenne**

Plateforme européenne d'analyse du cycle de vie des produits

<http://ec.europa.eu/environment/ipp/lca.htm>

Document de présentation de la plateforme

<http://lct.jrc.ec.europa.eu/pdf-directory/European%20Platform-090310-last.pdf>

Commission Européenne – Centre de recherches conjoint : **Réflexion sur le cycle de vie et analyse du cycle de vie**». <http://lct.jrc.ec.europa.eu/>

■ **Site de l'initiative sur le cycle de vie (The Life Cycle Initiative)** <http://lcnitiative.unep.fr/>

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et la Society for Environmental Toxicology and Chemistry (SETAC) ont lancé un partenariat international Life Cycle Initiative, connu sous le nom Initiative Cycle de Vie.

■ **Site de la revue Natures Sciences Sociétés** www.nss-journal.org

Natures Sciences Sociétés est une revue de l'association NSS-Dialogues publiée avec le soutien du Cemagref, du Cirad, du CNRS, de l'Ifremer, de l'Inra et de l'IRD. Elle a pour vocation d'accueillir tout texte original (en français ou en anglais) traitant des interactions entre les sociétés et leur environnement, thématique qui requiert une grande diversité de disciplines (sciences de la Terre, de la vie, de la nature, sciences humaines et sociales, sciences techniques...). Les textes, de différente nature – études de cas, synthèses, débats d'idées – ont pour objectif d'identifier les questions vives dans un esprit de dialogue, de veille et même de controverse, d'en clarifier les énoncés, tout en respectant leur complexité, sur la base d'une information et d'une argumentation scientifique rigoureuses.

Le service d'information et de documentation d'Alterre Bourgogne met à votre disposition ses ressources sur l'environnement et le développement durable. Elles peuvent être consultées sur place le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 14h à 17h.

Pour tout renseignement, vous pouvez contacter la documentaliste Valérie TRIVIER

par téléphone (03.80.68.44.32) ou par courriel à info.environnement@alterre-bourgogne.org